

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 mai 2020

PROPOSITION DE LOI

**modifiant les articles 34^{ter} et 34^{quater}
du Code pénal ainsi que l'article 95/7
de la loi du 17 mai 2006 relative au statut
juridique externe des personnes condamnées
à une peine privative de liberté et aux droits
reconnus à la victime dans le cadre
des modalités d'exécution de la peine,
en ce qui concerne la mise à disposition
du tribunal d'application des peines**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

*Voir:*Doc 55 **0212/ (S.E. 2019)**:

001: Proposition de loi de Mme Rohonyi et M. De Smet.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 mei 2020

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de artikelen 34^{ter}
en 34^{quater} van het Strafwetboek en
van artikel 95/7 van de wet van 17 mei 2006
betreffende de externe rechtspositie
van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en
de aan het slachtoffer toegekende rechten in
het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten,
wat de terbeschikkingstelling
van de strafuitvoeringsrechtbank betreft**

ADVIES VAN HET REKENHOF

*Zie:*Doc 55 **0212/ (B.Z. 2019)**:

001: Wetsvoorstel van mevrouw Rohonyi en de heer De Smet.

02298

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Mise à disposition du tribunal d'application des peines

Avis approuvé par l'assemblée générale de la Cour des comptes le 27 mai 2020.

1. Demande d'avis

Dans une lettre datée du 31 janvier 2020, le président de la Chambre des représentants a transmis à la Cour des comptes une demande d'avis formulée le 29 janvier 2020 par la commission de la Justice de la Chambre des représentants. Cette demande, introduite en vertu de l'article 79, alinéa 1er, du règlement de la Chambre des représentants, vise à obtenir de la Cour des comptes une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'engendrerait l'adoption de trois propositions de loi.

1. La proposition de loi (Doc 55 0768/001) *modifiant le Code pénal en ce qui concerne la mise à disposition du tribunal de l'application des peines* a été déposée le 19 novembre 2019 par Mme Sophie De Wit et consorts.

2. La proposition de loi (Doc 55 0777/001) *modifiant le Code pénal en vue d'élargir à toutes les infractions terroristes la liste des infractions entrant en ligne de compte pour la mise à la disposition facultative du tribunal de l'application des peines* a été déposée le 21 novembre 2019 par Mme Meryame Kitir et M. John Crombez.

3. La proposition de loi (Doc 55 0212/001) *modifiant les articles 34ter et 34quater du Code pénal ainsi que l'article 95/7 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, en ce qui concerne la mise à disposition du tribunal d'application des peines* a été déposée le 6 août 2019 par Mme. Sophie Rohonyi et M. François De Smet.

Les modifications proposées visent principalement :

- L'extension de la durée du plafond maximal de la mise à disposition du tribunal d'application des peines ;
- La possibilité pour les juges de prononcer la mise à disposition du tribunal d'application des peines pour de nouveaux types d'infraction, notamment en matière de délinquance sexuelle et de terrorisme ;
- L'obligation dans certains cas de suivre une guidance ou un traitement auprès d'un service spécialisé pour les délinquants sexuels.

Pour évaluer l'impact budgétaire de ces modifications, la Cour des comptes a sollicité le SPF Justice en date du 24 février 2020. Les informations disponibles ont été transmises par le cabinet du ministre de la Justice respectivement le 26 mars 2020 et le 14 avril 2020.

2. Contexte

La mise à disposition du tribunal d'application des peines (TAP), instaurée par la loi du 26 avril 2007 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012, a remplacé la mise à disposition du gouvernement.

L'article 34bis du code pénal la définit comme « peine complémentaire qui doit ou peut être prononcée dans les cas prévus par la loi aux fins de protection de la société à l'égard de personnes ayant commis certains faits graves portant atteinte à l'intégrité de personnes ».

Le TAP évalue, en fin de peine, le risque que l'intéressé commette de nouvelles infractions graves portant atteinte à la sécurité publique. Sur base de cette analyse, il décide de poursuivre sa privation de liberté ou de le placer en liberté surveillée. Dans ce second cas et s'agissant de délinquants sexuels¹, interviennent les centres de guidances chargés de vérifier les conditions imposées par le juge. Les maisons de Justice, dont la compétence dépend des Communautés depuis la 6^{ème} réforme de l'État, sont chargées de ces missions. D'autres structures, telles que les centres de traitement et les centres d'appui, interviennent également à ce stade pour la prise en charge des délinquants sexuels.

3. Modifications introduites par les propositions de loi

3.1. Extension de la durée du plafond maximal de la mise à disposition du tribunal d'application des peines

Les propositions de loi 1 (Doc 55 0768/1) et 3 (Doc 55 0212/001) visent à augmenter le plafond maximal de la durée de mise à disposition en le portant respectivement à 30 et 20 ans.

	<i>Durée minimum</i>	<i>Durée maximum</i>
<i>Situation actuelle</i>	5 ans	15 ans
<i>Proposition 1 (Doc 55 0768/001)</i>	5 ans	30 ans
<i>Proposition 2 (Doc 55 0777/001)</i>	5 ans	15 ans
<i>Proposition 3 (Doc 55 0212/001)</i>	5 ans	20 ans

3.2. Extension des infractions pour laquelle peut être prononcée la mise à disposition du tribunal d'application des peines

Les articles 34ter et 34quater du Code pénal prévoient les cas où le prononcé de la mise à disposition est respectivement facultative ou obligatoire.

¹ Voir art. 95/7 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine.

La proposition de loi 1 (Doc 55 0768/1) vise une modification de l'article 34 ter dans le sens d'une extension de son champ d'application à toutes les infractions terroristes et sexuelles.

	Disposition de l'article 34 ter du Code pénal
Situation actuelle	Les cours et tribunaux prononcent une mise à la disposition du tribunal de l'application des peines pour une période de cinq ans minimum et de quinze ans maximum, prenant cours au terme de la peine principale, dans le cadre des condamnations suivantes : 1° les condamnations sur la base des articles 54 et 57bis, sauf si la peine antérieure a été prononcée pour un crime politique; 2° les condamnations qui sur la base des articles 57 et 57bis, constatent une récidive de crime sur crime, sauf si la peine antérieure a été prononcée pour un crime politique; 3° les condamnations à une peine privative de liberté de cinq ans au moins sur la base des articles 137, si l'infraction a occasionné la mort, 376, alinéa 1er, 417ter, alinéa 3, 2°, et 428, § 5. L'article concerne en substance les criminels récidivistes, l'infraction terroriste ayant causé la mort, le viol ou attentat à la pudeur ayant causé la mort, la torture ayant causé la mort ou l'enlèvement de mineur ayant causé la mort.
Proposition 1 (Doc 55 0768/001)	Extension du champ d'application aux infractions visées par le Titre I ter (art. 137-140, 140bis, 140ter, 140quater, 140quinquies, 140sexies, 140septies, 141, 141bis, 141ter) et les articles 371/1 alinéas 2 et 3, 372, 373, 375, 376, alinéas 2 et 3, et 377 du Code pénal. Ces articles concernent les infractions terroristes ainsi que les actes de voyeurisme, de l'attentat à la pudeur et du viol

La proposition de loi 2 (Doc 55 0777/001) vise une modification de l'article 34 quater dans le sens d'une extension de son champ d'application aux infractions terroristes n'ayant pas entraîné la mort ou ayant fourni des moyens à un acte terroriste.

	Disposition de l'article 34 quater du Code pénal
Situation actuelle	Les cours et tribunaux peuvent prononcer une mise à la disposition du tribunal de l'application des peines pour une période de cinq ans minimum et de quinze ans maximum, prenant cours à l'expiration de la peine principale dans le cadre des condamnations suivantes : 1° les condamnations à l'égard de personnes qui, après avoir été condamnées à une peine d'au moins cinq ans d'emprisonnement ou à une peine équivalente prise en compte conformément à l'article 99bis, pour des faits ayant causé intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale, sont à nouveau condamnées pour des faits similaires dans un délai de dix ans à compter du moment où la condamnation est passée en force de chose jugée; 2° les condamnations sur la base des articles 136bis à 136septies, 347bis, § 4, 1°, in fine, 393 à 397, 417quater, alinéa 3, 2°, 433octies, 1°, 475, 518, alinéa 3, et 532; 3° les condamnations sur la base des articles 371/1, alinéas 2 et 3, 372, 373, alinéas 2 et 3, 375, 376, alinéas 2 et 3, 377, alinéas 1er, 2, 4 et 6. 4° en cas d'application des articles 62 ou 65, les condamnations sur la base d'infractions concurrentes non visées aux 1° à 3°.

	<i>L'article concerne notamment les violations graves du droit humanitaire, le meurtre, l'assassinat, le traitement inhumain avec circonstances aggravantes, la traite d'êtres humains ayant causé la mort.</i>
Proposition 2 (Doc 55 0777/001)	Extension du champ d'application aux infractions visées par le Titre I ter du Code pénal (art. 137, 140, 140bis, 140ter, 140 quater, 140quinquies, 140sexies et 141), c'est-à-dire les infractions terroristes.

L'art 95/7 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, règle notamment les conditions liées à la libération sous surveillance qui peut être accordée par le TAP dans la procédure d'exécution de la mise à disposition.

La proposition de loi 3 (Doc 55 0212/001) vise une modification de l'article 95/7 de la loi du 17 mai 2006 en rendant obligatoire une guidance ou traitement spécialisé pour tous les délinquants sexuels libérés sous surveillance.

	Disposition de l'article 95/7 de la loi du 17 mai 2006
Situation actuelle	§ 2. Si le tribunal de l'application des peines accorde la libération sous surveillance, il établit que le condamné mis à disposition est soumis aux conditions générales fixées à l'article 55. Le tribunal de l'application des peines peut soumettre le condamné mis à disposition à des conditions particulières individualisées qui pallient au risque qu'il commette des infractions graves susceptibles de porter atteinte à l'intégrité physique ou psychique de personnes ou qui s'avèrent nécessaires dans l'intérêt des victimes. Dans le cas où le condamné est mis à la disposition du tribunal de l'application des peines pour un des faits visés aux articles 371/1, 372, 373, alinéas 2 et 3, 375, 376, alinéas 2 et 3, ou 377, alinéas 1er, 2, 4 et 6, du Code pénal, le tribunal de l'application des peines peut assortir la libération sous surveillance de la condition de suivre une guidance ou un traitement auprès d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de délinquants sexuels. Le tribunal de l'application des peines fixe la durée de la période pendant laquelle le condamné devra suivre cette guidance ou ce traitement.
Proposition 3 (Doc 55 0212/001)	Extension du champ d'application aux infractions visées par l'art 373 alinéa 1^{er} et l'art 376 alinéa 1^{er} (infractions de viol ou attentat à la pudeur) du Code Pénal. <i>La proposition vise à rendre obligatoire le fait d'assortir la libération sous surveillance à la condition d'une guidance ou un traitement auprès d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement de délinquants sexuels.</i>

En ce qui concerne l'art 376 alinéa 1^{er}, la Cour des comptes constate qu'il est déjà prévu dans l'art. 34ter. Par ailleurs, pour l'infraction prévue à l'art 373 alinéa 1er2, la Cour des comptes constate que celle-ci n'est pas visée par l'article 34ter ou 34quater du Code pénal et ne peut faire l'objet d'une mise à disposition du TAP. Pour donner suite à cette proposition (Doc 55 0212/11), une modification du Code pénal serait nécessaire.

4. Incidence budgétaire des propositions de loi

Les propositions de loi impactent les dépenses de l'État à deux niveaux. Elles portent en effet à conséquence sur les nouvelles mises à disposition suite aux infractions actuellement prévues aux articles 34ter et quater et sont de nature à augmenter le nombre de mises à disposition dans le futur.

D'une part, l'extension de la durée maximale de mise à disposition est de nature à prolonger les nouvelles mises à dispositions suite aux infractions actuellement prévues aux articles 34ter et quater (propositions 1 et 3). Pour évaluer l'impact budgétaire des propositions de telles modifications, le nombre moyen d'affaires liées aux mises à disposition traitées par le TAP entre 2017 et 2019 a été pris comme base pour estimer la population moyenne annuelle de condamnés mis à disposition. L'impact budgétaire d'une modification de la durée maximale a été évalué sur les coûts directs de détention selon les modalités de calcul exposées ci-après.

D'autre part, la possibilité pour les juges de prononcer la mise à disposition du tribunal d'application des peines pour de nouveaux types d'infraction est de nature à générer de nouvelles affaires (propositions 1, 2 et 3). Pour évaluer l'impact budgétaire de chacune des propositions, il a été procédé selon les étapes suivantes :

1. Évaluation du nombre d'infractions dont font l'objet les propositions.

Le SPF Justice a fourni des chiffres sur base d'extraits du casier judiciaire et des bases de données du parquet fédéral afin d'estimer le nombre d'infractions nouvelles mises en exergue dans les propositions.

Les chiffres 2017 sont issus d'une extraction du casier judiciaire et concernent des condamnations qui ne sont plus susceptibles de recours dans les délais ordinaires. Par contre, les chiffres 2018 et 2019, issus du parquet fédéral pour les infractions terroristes, sont susceptibles de faire encore l'objet de recours. Pour cette raison, seules les données 2017 du casier judiciaire central sont utilisées.

2. Évaluation du coût direct des propositions.

Par coût direct, il est fait référence aux coûts de détention et aux coûts du tribunal d'application des peines. Les propositions sont porteuses d'un impact sur le coût de détention et les coûts liés au fonctionnement des TAP dans la mesure où la durée de la mise à disposition augmente et les infractions visées s'étendent.

Le coût lié à la détention est impacté par l'augmentation potentielle des durées de détention et l'augmentation potentielle du nombre de détenus. Pour obtenir le coût d'une journée de détention par détenu, le budget total de la Direction générale a été rapporté à la

² Attentat à la pudeur commis sur des personnes ou à l'aide de personnes de l'un ou de l'autre sexe, avec violence, contrainte, menace, surprise ou ruse, ou qui a été rendu possible en raison d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale de la victime

population moyenne quotidienne en régime ordinaire³. Sur cette base, il est possible d'estimer la journée de détention à 148,10 euros. Ce coût à la journée ne tient pas compte des coûts immobiliers à charge de la Régie des Bâtiments, ni des investissements en infrastructures pour augmenter, si nécessaire, la capacité d'accueil des prisons.

Le coût lié au TAP est impacté par l'augmentation du nombre de dossiers engendré par les nouvelles infractions avancées dans les propositions. Pour le nombre de dossiers, les données utilisées proviennent de la base de données SURTAP utilisée par les TAP⁴. Il doit toutefois être tenu compte du fait qu'un condamné peut passer à plusieurs reprises devant le TAP pour la même condamnation. En 2018, le TAP est intervenu dans 8.934 dossiers dont 398 concernaient des mises à disposition (4,45%)⁵. On peut estimer à 6.434.000 euros les moyens en personnel et en fonctionnement dont dispose annuellement le TAP⁶. Pour l'estimation, il a été posé que les coûts augmentaient en proportion du nombre de dossiers. Il s'agit là d'une estimation qui ne tient pas compte d'une estimation réelle de la charge de travail, et des infrastructures nécessaires au fonctionnement des tribunaux d'application des peines.

3. Évaluation des coûts indirects de la proposition.

En cas de libération conditionnelle, d'autres acteurs de la chaîne pénale sont impliqués au moment d'assurer le suivi des conditions imposées, telles que les maisons de Justice ou centres de traitement et d'appui aux délinquants sexuels. Pour les centres de traitement ou d'appui, aucune évaluation budgétaire n'a été menée. Dans le cas des maisons de Justice, l'augmentation du nombre de dossiers dans les différentes propositions a toutefois été rapportée aux missions réalisées en 2018. La loi spéciale de financement prévoit en effet la possibilité que la dotation fédérale accordée aux Communautés augmente en fonction de l'évolution du nombre de missions qui leur sont confiées par les autorités fédérales⁷. Une augmentation du nombre de guidances pourrait donc impacter le montant de la dotation accordée par l'État fédéral aux Communautés dans le cadre de l'exécution de ces missions.

Au regard de la nature des décisions prises par le TAP, différents scénarios ont dû être envisagés. Deux facteurs d'incertitude sont de nature à peser sur l'augmentation du nombre de dossiers en général et des coûts de détention en particulier. D'une part, pour ce qui concerne les infractions *pouvant* faire l'objet d'une mise à disposition du TAP, seule une proportion en fera effectivement l'objet. D'autre part, nonobstant la possibilité ou l'obligation pour un juge de prononcer une mise à disposition, il est impossible de prévoir les décisions qui seront prises par le TAP lorsque la peine du condamné arrivera à échéance. Il en va de même pour les guidances confiées notamment aux maisons de justice. De même, dans le cas où la détention est maintenue, la durée effective de cette prolongation ne peut être connue à priori, à l'exception des durées minimale et maximale prévues par la loi.

³ Les données présentées dans le rapport annuel 2017 de la DG EPI ont été mobilisées.

⁴ Il importe de préciser que, pour ce qui concerne le TAP, il ne s'agit pas à proprement parler d'affaires dans la mesure où il s'agit de modalités d'exécution.

⁵ Les données 2019 ne sont pas totalement validées mais sont du même ordre. Elles indiquent 9.041 dossiers dont 380 concernaient des mises à disposition (4,2%).

⁶ Données transmises par la DG Ordre Judiciaire du SPF Justice. Ce montant a été obtenu en évaluant les charges de personnels (situation au 6 mars 2020 : 13 juges, 14 substituts et 32 assesseurs) et de fonctionnement (budget moyen 2012-2018). Pour le budget de fonctionnement, il existe une grande disparité de montants entre les années.

⁷ Voir art. 47/10, loi spéciale de financement.

Pour l'estimation du coût de détention, différents scénarios ont donc été envisagés. Sur l'axe horizontal sont intégrées les deux premières sources d'incertitude, relativement au caractère facultatif/obligatoire de la mise à disposition, ainsi qu'à la décision de prolongation de la détention. Sur l'axe vertical est intégrée l'incertitude relative à la durée de de prolongation de détention conformément à la loi ou aux modifications évoquées dans les propositions.

	Hypothèse basse (25% des infrac- tions)	Hypothèse interméd- iaire (50% des in- fractions)	Hypothèse haute (75% des infrac- tions)
Base annuelle			
Durée minimale			
Durée intermédiaire			
Durée maximale			

5. Coût des modifications proposées

5.1. Impact des propositions sur les nouvelles mises à disposition dues aux infractions pour lesquelles elle est déjà possible

L'évaluation porte ici sur le coût que représenterait l'allongement de la durée des mises à dispositions pour ce qui est des nouvelles condamnations prononcées sur la base des infractions actuellement prévues aux articles 34^{ter} et quater.

Entre 2017 et 2019, le nombre moyen d'affaires liées aux mises à disposition traitées par le TAP est de 408. Dans la mesure où une affaire traitée par le TAP n'équivaut pas à un détenu, l'estimation a été faite en se basant sur des hypothèses visant 25, 50 ou 75 % des mises à disposition traitées. On peut estimer, en fonction de l'hypothèse relative aux mises à disposition, que le coût annuel actuel varie entre 5,5 et 16,5 millions. Si l'on considère le coût total de détention sur les durées minimale et maximale, le coût varie entre 27,6 et 248,1 millions.

	Hypothèse basse (25% des mises à disposition en dé- tention)	Hypothèse interméd- iaire (50% des mises à disposition en détention)	Hypothèse haute (75% des mises à disposition en dé- tention)
Base annuelle	€ 5.513.675,49	€ 11.027.350,97	€ 16.541.026,46
Durée minimale (5 ans)	€ 27.568.377,43	€ 55.136.754,86	€ 82.705.132,28
Durée intermédiaire (10 ans)	€ 55.136.754,86	€ 110.273.509,71	€ 165.410.264,57
Durée maximale (15 ans)	€ 82.705.132,28	€ 165.410.264,57	€ 248.115.396,85

5.1.1. Proposition 1 (Doc 55 0768/001)

Dans cette proposition, le plafond maximum de la durée de mise à disposition est porté à 30 ans. Le tableau suivant fait état des coûts de détention additionnels liés à une prolongation de la durée de mise à disposition de 5, 10 et 15 années supplémentaires.

	Hypothèse basse (25% des mises à disposition en dé- tention)	Hypothèse intermé- diaire (50% des mises à disposition en détention)	Hypothèse haute (75% des mises à disposition en dé- tention)
+ 5 ans (20 ans au total)	€ 27.568.377,43	€ 55.136.754,86	€ 82.705.132,28
+ 10 ans (25 ans au total)	€ 55.136.754,86	€ 110.273.509,71	€ 165.410.264,57
+ 15 ans (30 ans au total)	€ 82.705.132,28	€ 165.410.264,57	€ 248.115.396,85

5.1.2. Proposition 3 (Doc 55 0212/001)

Dans cette proposition, le plafond maximum de la durée de mise à disposition est porté à 20 ans. Le tableau suivant fait état des coûts de détention additionnels liés à une prolongation de la durée de mise à disposition de 5 années supplémentaires.

	Hypothèse basse (25% des mises à disposition en dé- tention)	Hypothèse intermé- diaire (50% des mises à disposition en détention)	Hypothèse haute (75% des mises à disposition en dé- tention)
+ 5 ans (20 ans au total)	€ 27.568.377,43	€ 55.136.754,86	€ 82.705.132,28

5.2. Impact des propositions sur les nouvelles mises à disposition pour de nouveaux types d'infraction

5.2.1. Proposition 1 (Doc 55 0768/001)

1. Évaluation du nombre d'infractions dont fait l'objet la proposition.

Extension des infractions de l'art. 34 ter prévue par la proposition de loi	Nombre d'infractions (2017)
Titre I ter	61
Art. 371/1, al 2 et 3	Non-disponible
Art. 372	98
Art. 373	350
Art. 375	325
Art. 376	(113 ⁸)
Art. 377	(213 ⁹)
Total	834
Augmentation par rapport à la moyenne des mises à disposition du TAP 2017-2019	204,41%
Augmentation par rapport à toutes les affaires moyennes du TAP de 2017 à 2019	9,02%

⁸ Déjà comptabilisés dans les articles 372, 373 et 375.

⁹ Déjà comptabilisés dans les articles 372, 373 et 375.

2. Évaluation du coût direct des propositions.

- Coût de détention

Dans le cas de cette première proposition, la mise à disposition est obligatoire pour l'ensemble des infractions mentionnées ci-avant, en ce sens que le juge du fond devra la prononcer. Au moment où la peine arrive à échéance, l'incertitude demeure quant à la décision du TAP de la mettre en œuvre ou pas. On peut estimer, en fonction de l'hypothèse relative aux infractions, que le coût annuel lié aux nouvelles détentions varie entre 11,3 et 33,8 millions. Si l'on considère le coût total de détention sur les durées minimale et maximale prévues par la proposition de loi, le coût lié aux nouvelles détentions varie entre 56,4 et 1.014,4 millions.

	Hypothèse basse (25% des infractions)	Hypothèse intermédiaire (50% des infractions)	Hypothèse haute (75% des infractions)
Base annuelle	€ 11.270.601,36	€ 22.541.202,72	€ 33.811.804,08
Durée minimale (5 ans)	€ 56.353.006,80	€ 112.706.013,60	€ 169.059.020,40
Durée intermédiaire (15 ans)	€ 169.059.020,40	€ 338.118.040,81	€ 507.177.061,21
Durée maximale (30 ans)	€ 338.118.040,81	€ 676.236.081,62	€ 1.014.354.122,43

Cette évaluation ne peut toutefois être considérée comme un coût total. En effet, le coût des nouvelles mises à disposition exécutées en détention d'année en année s'ajoute au coût des mises à disposition exécutées les années précédentes et encore en cours. Cet effet cumulatif impacte donc également, en fonction de la durée du maintien en détention et jusqu'à son terme, les dépenses engrangées lors des années suivantes. Cet effet dépend de multiples variables et peut difficilement être pris en compte dans les estimations. Il est toutefois de nature à peser significativement sur le coût total lié à la détention.

- Coût lié au TAP

Pour ce qui concerne l'augmentation des affaires qui reviennent au TAP, considérant l'obligation prévue par la proposition d'adjoindre à la condamnation une mise à disposition, toutes les nouvelles infractions font l'objet d'un nouveau dossier. Par conséquent, il est considéré, pour la réalisation du calcul que 100% des infractions donnant lieu à condamnations sont automatiquement assorties d'une mise à disposition du TAP, donc théoriquement 100% des condamnés peuvent connaître en fin de peine une mise à disposition. Dans l'hypothèse d'une augmentation des moyens proportionnelle à l'augmentation du nombre de dossiers, le coût généré par la proposition, sur base annuelle, varie entre 150.162 (pour 25 % des détenus), 450.486 (pour 75 % des détenus), voire 600.648 euros (pour 100 % des détenus).

	100% des infractions
Nouvelles mises à dispositions	834
Augmentation par rapport au total des mises à disposition du TAP	209,55%
Augmentation par rapport à toutes les affaires du TAP	9,34%
Base annuelle	€ 600.648,28

3. Évaluation des coûts indirects de la proposition.

Accroissement potentiel des missions confiées aux maisons de justice :

	Hypothèse basse (25% de missions)	Hypothèse intermédiaire (50% de missions)	Hypothèse haute (75% de missions)
Nouvelles affaires	208,5	417	625,5
Augmentation par rapport au nombre de missions des maisons de justice pour 2018 ¹⁰	0,31%	0,63%	0,94%

5.2.2. Proposition 2 (Doc 55 0777/001)

1. Évaluation du nombre d'infractions dont fait l'objet la proposition.

Extension des infractions de l'art. 34 quater prévue par la proposition de loi	Nombre d'infractions (2019) ¹¹
Art. 137, si l'infraction n'a pas causé la mort	Non-disponible
Art. 140	60
Art. 140 bis	5
Art. 140 ter	2
Art. 140 quarter	0
Art. 140 quinquies	2
Art. 140 sexies	6
art. 141	0
Infraction non-précisée	1
Total	76
Augmentation par rapport à la moyenne des mises à disposition du TAP 2017-2019	18,63%
Augmentation par rapport à toutes les affaires moyennes du TAP de 2017 à 2019	0,82%

2. Évaluation du coût direct des propositions.

- Coût de détention

Dans le cas de cette seconde proposition, la mise à disposition est facultative pour l'ensemble des infractions mentionnées ci-avant, en ce sens que le juge du fond n'est pas tenu de la prononcer. Au moment où la peine arrive à échéance, l'incertitude demeure quant à la décision du TAP de la mettre en œuvre ou pas. On peut estimer, en fonction de l'hypothèse relative aux infractions, que le coût annuel lié aux nouvelles détentions varie entre 1 et 3,1 millions. Si l'on

¹⁰ Année la plus récente pour laquelle le nombre est définitif.

¹¹ Les données de 2017 reprenant des condamnations non susceptibles de recours sont incomplètes. Elles n'ont donc pas pu être utilisées.

considère le coût total de détention sur les durées minimale et maximale prévues par la proposition de loi, le coût des nouvelles détentions varie entre 5,1 et 46,2 millions.

	Hypothèse basse (25% des infractions)	Hypothèse intermédiaire (50% des infractions)	Hypothèse haute (75% des infractions)
Base annuelle	€ 1.027.057,20	€ 2.054.114,40	€ 3.081.171,59
Durée minimale (5 ans)	€ 5.135.285,99	€ 10.270.571,98	€ 15.405.857,97
Durée intermédiaire (10 ans)	€ 10.270.571,98	€ 20.541.143,97	€ 30.811.715,95
Durée maximale (15 ans)	€ 15.405.857,97	€ 30.811.715,95	€ 46.217.573,92

Cette évaluation ne peut toutefois être considérée comme un coût total. En effet, le coût des nouvelles mises à disposition exécutées en détention d'année en année s'ajoute au coût des mises à disposition exécutées les années précédentes et encore en cours. Cet effet cumulatif impacte donc également, en fonction de la durée du maintien en détention et jusqu'à son terme, les dépenses engrangées lors des années suivantes. Cet effet dépend de multiples variables et peut difficilement être pris en compte dans les estimations. Il est toutefois de nature à peser significativement sur le coût total lié à la détention.

- Coût lié au TAP

Pour ce qui concerne l'augmentation des affaires qui reviennent au TAP, considérant la dimension facultative de la proposition d'adjoindre à la condamnation une mise à disposition, différents scénarios peuvent être envisagés. Dans l'hypothèse d'une augmentation des moyens proportionnelle à l'augmentation du nombre de dossiers, le coût généré par la proposition, sur base annuelle, varie entre 13,683 et 41,051 euros.

	Hypothèse basse (25% des infractions)	Hypothèse intermédiaire (50% des infractions)	Hypothèse haute (75% des infractions)
Nouvelles mises à disposition	19	38	57
Augmentation par rapport au total des mises à disposition du TAP	4,77%	9,55%	14,32%
Augmentation par rapport à tous les dossiers du TAP	0,21%	0,43%	0,64%
Base annuelle	€ 13.683,83	€ 27.367,67	€ 41.051,50

3. Évaluation des coûts indirects de la proposition.

Accroissement potentiel des missions confiées aux maisons de justice :

	Hypothèse basse (25% de missions)	Hypothèse intermédiaire (50% de missions)	Hypothèse haute (75% de missions)
Nouvelles guidances	19	38	57
Augmentation par rapport au nombre de missions des maisons de justice pour 2018	0,03%	0,06%	0,09%

5.2.3. Proposition 3 (Doc 55 0212/001)

La proposition vise les alinéas 1^{ers} des articles 373 et 376. Les données disponibles ne permettent pas d'obtenir ce niveau de précision et empêche par conséquent d'évaluer avec pertinence et réalisme le coût des nouvelles mises à disposition liées à cette proposition.

6. Impact budgétaire : synthèse des propositions et limites

Sur base annuelle, le coût des propositions est le suivant :

- **Le coût total de la proposition 1 varie entre 17,4 et 51 millions d'euros.** Du point de vue des coûts liés à la détention, cela représente une augmentation de 2 à 9% du budget de la DG EPI. Du point de vue des coûts liés au TAP, cela représente une augmentation de 9,34% du coût annuel du TAP¹²;
- **Le coût total de la proposition 2 varie entre 1 et 3,1 millions d'euros.** Du point de vue des coûts liés à la détention, cela représente une augmentation de 0,2 à 0,5% du budget de la DG EPI. Du point de vue des coûts liés au TAP, cela représente une augmentation entre 0,2 et 0,6% du coût annuel du TAP;
- **Le coût total de la proposition 3 varie entre 5,5 et 16,5 millions d'euros.** Du point de vue des coûts liés à la détention, cela représente une augmentation de 1 à 3% du budget de la DG EPI

Le tableau suivant reprend une synthèse du coût des différentes propositions ainsi qu'une approche pluriannuelle de ceux-ci :

¹² Voir note 6.

	Proposition 1		Proposition 2		Proposition 3	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Impact des propositions sur les nouvelles mises à disposition dues aux infractions déjà prévues aux articles 34ter et quater						
Coûts directs (base annuelle)	5.513.675 €	16.541.026 €	s.o. ¹³	s.o.	5.513.675 €	16.541.026 €
Coûts directs (base pluriannuelle)	27.568.377 €	248.115.397 €	s.o.	s.o.	27.568.377 €	82.705.132 €
Impact des propositions sur les nouvelles mises à disposition pour des infractions ajoutées aux articles 34ter et quater						
Nombre de nouvelles mises à disposition par an	834		76		n.d. ¹⁴	
Coûts directs (base annuelle)	11.871.250 €	34.412.452 €	1.040.741 €	3.122.223 €	n.d.	n.d.
Coûts directs (base pluriannuelle)	56.953.655 €	1.014.954.771 €	5.148.970 €	46.258.625 €	n.d.	n.d.
Coûts indirects (augmentation des guidances)	0,31%	0,94%	0,03%	0,09%	n.d.	
Impact total des propositions pour les nouvelles mises à disposition						
Coûts directs (base annuelle)	17.384.925 €	50.953.479 €	1.040.741 €	3.122.223 €	5.513.675 €	16.541.026 €

La Cour des comptes souligne la très grande prudence avec laquelle ces montants doivent être envisagés, au vu notamment des données disponibles et des inéluctables sources d'incertitude qui entourent les décisions de mise à disposition.

Certains facteurs introduisent des éléments dans l'estimation dont le coût pourrait être surestimé :

- Les données relatives aux mises à dispositions traitées par le TAP ont été utilisées pour évaluer l'impact de l'augmentation de la durée sur les détentions liées aux infractions

¹³ Sans objet car la proposition ne modifie pas la durée de détention.

¹⁴ Données non disponibles.

pour lesquelles une mise à disposition est déjà possible. Dans les faits, le nombre détenus concernés est moins élevé que celui des mises à disposition traitées par le TAP.

- L'augmentation des coûts liés au TAP a été calculée proportionnellement à l'augmentation du nombre d'affaires. Considérant les analyses engagées par les Cours et tribunaux dans le calcul de la charge de travail, cette augmentation serait moindre.
- Dans le cadre spécifique de la troisième proposition, les données ne permettent pas de mettre l'accent sur les alinéas des articles couverts par les modifications proposées.

D'autres facteurs introduisent des éléments dans l'estimation dont le coût pourrait être sous-estimé :

- L'évaluation des coûts de détention sur base pluriannuelle ne tient pas compte de l'effet cumulatif lié aux nouvelles mises à disposition du TAP. Le coût des nouvelles mises à disposition exécutées en détention n'impacte pas seulement la dépense publique lors de l'année considérée. Il impacte également, en fonction de la durée du maintien en détention et jusqu'à son terme, les dépenses engrangées lors des années suivantes.
- L'estimation des coûts indirects s'est limitée à l'augmentation du nombre de guidances qui devront être prises en charge par les maisons de Justice. Dans les faits, considérant que la dotation fédérale accordée aux Communautés peut, selon certaines conditions, évoluer en fonction du nombre de missions, cette augmentation est de nature à augmenter la dotation fédérale.
- Pour les infractions relatives à des faits de délinquances sexuelles, le coût supplémentaire pris en charge par les centres d'appui et de traitement doit également être considéré.
- Il n'a pas été tenu compte des coûts immobiliers à charge de la Régie des Bâtiments, ni des investissements en infrastructures pour augmenter, si nécessaire, la capacité d'accueil des prisons.



Terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank

Advies van het Rekenhof goedgekeurd in de algemene vergadering van 27 mei 2020.

1. Vraag om advies

Via een brief van 31 januari 2020 bezorgde de voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers het Rekenhof een vraag om advies die de commissie van Justitie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers op 29 januari 2020 formuleerde. Het verzoek werd ingediend op grond van artikel 79, 1^e lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, en heeft tot doel om van het Rekenhof een raming te bekomen van de nieuwe uitgaven of de ontvangstendaling die zouden voortvloeien uit de goedkeuring van drie wetsvoorstellen.

1. Het wetsvoorstel (DOC 55 0768/001) tot wijziging van het Strafwetboek betreffende de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank werd op 19 november 2019 ingediend door mevrouw Sophie De Wit c.s.

2. Het wetsvoorstel (DOC 55 0777/001) tot wijziging van het Strafwetboek met het oog op de uitbreiding van de lijst met misdrijven die in aanmerking komen voor de facultatieve terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank tot alle terrorismemisdrijven werd op 21 november 2019 ingediend door mevrouw Meryame Kitir en de heer John Crombez.

3. Het wetsvoorstel (DOC 55 0212/001) tot wijziging van de artikelen 34ter en 34quater van het Strafwetboek en van artikel 95/7 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, wat de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank betreft werd op 6 augustus 2019 ingediend door mevrouw Sophie Rohonyi en de heer François De Smet.

De voorgestelde wijzigingen betreffen in hoofdzaak:

- een uitbreiding van de maximale duur van de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank ;
- de mogelijkheid voor rechters om een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank op te leggen bij nieuwe soorten misdrijven, meer in het bijzonder seksuele delinquentie en terrorisme ;
- de verplichting om zich in sommige gevallen te laten begeleiden of behandelen door een dienst die gespecialiseerd is in seksuele delinquentie.

Om de budgettaire impact van die wijzigingen te ramen, vroeg het Rekenhof op 24 februari 2020 informatie op bij de FOD Justitie. Het kabinet van de minister van Justitie heeft de beschikbare gegevens toegezonden op 26 maart 2020 en op 14 april 2020.



2. Context

De terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank (SURB), ingevoerd door de wet van 26 april 2007 en van kracht sinds 1 januari 2012, kwam in de plaats van de terbeschikkingstelling van de regering. Artikel 34bis van het strafwetboek definieert de terbeschikkingstelling als « een bijkomende straf die in de door de wet bepaalde gevallen moet of kan worden uitgesproken met het oog op de bescherming van de maatschappij tegen personen die bepaalde ernstige strafbare feiten plegen die de integriteit van personen aantasten ».

Op het einde van iemands straf evalueert de SURB hoe groot het risico is dat de betrokkene nieuwe ernstige misdrijven pleegt die de openbare veiligheid in het gedrang brengen. Op basis van die analyse beslist de SURB of de detentie moet worden voortgezet, dan wel of de betrokkene onder toezicht kan worden vrijgelaten. In het tweede geval, en als het seksuele delinquenten¹ betreft, moeten begeleidingscentra erop toezien dat de door de rechter opgelegde voorwaarden worden nageleefd. Die opdracht wordt in de praktijk uitgevoerd door de justitiehuisen, die sinds de 6^e staatshervorming onder de bevoegdheid van de gemeenschappen vallen. Andere structuren, zoals behandelingscentra en steunpunten, komen in dat stadium eveneens tussen om seksuele delinquenten ten laste te nemen.

3. Door de wetsvoorstellen ingevoerde wijzigingen

3.1. Uitbreiding van de maximale duur van de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank

De wetsvoorstellen 1 (DOC 55 0768/1) en 3 (DOC 55 0212/001) willen de maximale duur van de terbeschikkingstelling verlengen tot respectievelijk 30 en 20 jaar.

	<i>Minimaal</i>	<i>Maximaal</i>
<i>Huidige situatie</i>	<i>5 jaar</i>	<i>15 jaar</i>
<i>Voorstel 1 (DOC 55 0768/001)</i>	<i>5 jaar</i>	<i>30 jaar</i>
<i>Voorstel 2 (DOC 55 0777/001)</i>	<i>5 jaar</i>	<i>15 jaar</i>
<i>Voorstel 3 (DOC 55 0212/001)</i>	<i>5 jaar</i>	<i>20 jaar</i>

3.2. Uitbreiding van de misdrijven waarvoor een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank kan worden uitgesproken

De artikelen 34ter en 34quater van het strafwetboek bepalen in welke gevallen de terbeschikkingstelling respectievelijk facultatief dan wel verplicht is.

Wetsvoorstel 1 (DOC 55 0768/1) beoogt een wijziging van artikel 34ter in de zin van een uitbreiding van het toepassingsveld tot alle terroristische en seksuele misdrijven.

¹ Cf. artikel 95/7 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten.



	Bepaling van artikel 34ter van het strafwetboek
Huidige situatie	De hoven en rechtbanken spreken een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank uit voor een periode van minimum vijf en maximum vijftien jaar die ingaat na afloop van de hoofdstraf bij de volgende veroordelingen: 1° de veroordelingen die toepassing maken van de artikelen 54 en 57bis, behalve indien de vroegere straf voor een politieke misdaad werd opgelegd; 2° de veroordelingen die, toepassing makend van de artikelen 57 en 57bis, een herhaling van misdaad op misdaad vaststellen, behalve indien de vroegere straf voor een politieke misdaad werd opgelegd; 3° de veroordelingen tot een vrijheidsstraf van minstens vijf jaar op grond van de artikelen 137, ingeval dit de dood heeft veroorzaakt, 376, eerste lid, 417ter, derde lid, 2°, en 428, § 5. Het artikel betreft in hoofdzaak recidivisten, terroristische misdrijven met de dood tot gevolg, verkrachting of aanranding van de eerbaarheid met de dood tot gevolg, marteling met de dood tot gevolg of ontvoering van een minderjarige met de dood tot gevolg.
Voorstel 1 (DOC 55 0768/001)	Uitbreiding van het toepassingsveld tot de misdrijven beoogd in Titel I ter (art. 137-140, 140bis, 140ter, 140quater, 140quinquies, 140sexies, 140septies, 141, 141bis, 141ter) en de artikelen 371/1, 2° en 3° lid, 372, 373, 375, 376, 2° en 3° lid, en 377 van het strafwetboek. Die artikelen betreffen terroristische misdrijven en daden van voyeurisme, aanranding van de eerbaarheid en verkrachting

Wetsvoorstel 2 (DOC 55 0777/001) beoogt een wijziging van artikel 34quater in de zin van een uitbreiding van het toepassingsveld tot terroristische misdrijven zonder de dood tot gevolg of het verstrekken van middelen voor een terroristische daad.

	Bepaling van artikel 34quater van het strafwetboek
Huidige situatie	De hoven en rechtbanken kunnen een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank uitspreken voor een periode van minimum vijf en maximum vijftien jaar die ingaat na afloop van de hoofdstraf bij de volgende gevallen: 1° de veroordelingen ten aanzien van personen die, na tot een straf van ten minste vijf jaar gevangenis of tot een gelijkwaardige straf die in aanmerking genomen wordt overeenkomstig artikel 99bis, te zijn veroordeeld wegens feiten waardoor opzettelijk ernstig lijden of ernstig lichamelijk letsel of schade aan de geestelijke of lichamelijke gezondheid wordt veroorzaakt, binnen een termijn van tien jaar, te rekenen vanaf het ogenblik dat de veroordeling in kracht van gewijsde is gegaan, opnieuw veroordeeld worden wegens gelijkaardige feiten; 2° de veroordelingen op grond van de artikelen 136bis, 136ter, 136quater, 136quinquies, 136sexies, 136septies, 347bis, § 4, 1° in fine, 393, 394, 395, 396, 397, 417quater, lid 3, 2°, 433octies, 1°, 475, 518, lid 3, en 532; 3° de veroordelingen op grond van de artikelen 371/1, tweede en derde lid, 372, 373, tweede en derde lid, 375, 376, tweede en derde lid, 377, eerste, tweede, vierde en zesde lid; 4° ingeval de artikelen 62 of 65 worden toegepast, de veroordelingen op grond van samenlopende misdrijven die niet worden vermeld in 1° tot 3°.



	<i>Het artikel betreft in het bijzonder de ernstige schendingen van het humanitair recht, doodslag, moord, onmenselijke behandeling met verzwarende omstandigheden, mensenhandel met de dood tot gevolg.</i>
Voorstel 2 (DOC 55 0777/001)	Uitbreiding van het toepassingsveld tot de misdrijven beoogd in Titel I ter van het strafwetboek (art. 137, 140, 140bis, 140ter, 140quater, 140quinquies, 140sexies en 141), d.w.z. terroristische misdrijven.

Artikel 95/7 van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, regelt meer specifiek de voorwaarden gekoppeld aan de invrijheidstelling onder toezicht die de SURB kan toekennen in de uitvoeringsprocedure van de terbeschikkingstelling.

Wetsvoorstel 3 (DOC 55 0212/001) beoogt een wijziging van artikel 95/7 van de wet van 17 mei 2006 door gespecialiseerde begeleiding of behandeling op te leggen aan alle seksuele delinquenten die onder toezicht in vrijheid worden gesteld.

	Bepaling van artikel 95/7 van de wet van 17 mei 2006
Huidige situatie	§ 2. Indien de strafuitvoeringsrechtbank de invrijheidstelling onder toezicht toekent, bepaalt zij dat de ter beschikking gestelde veroordeelde wordt onderworpen aan de algemene voorwaarden zoals bepaald door artikel 55. De strafuitvoeringsrechtbank kan de ter beschikking gestelde veroordeelde onderwerpen aan geïndividualiseerde bijzondere voorwaarden die het risico van het plegen van ernstige strafbare feiten, die de fysieke of psychische integriteit van personen kunnen aantasten, ondervangen of die noodzakelijk blijken in het belang van de slachtoffers. Indien de veroordeelde ter beschikking van de strafuitvoeringsrechtbank is gesteld voor één van de feiten bedoeld in de artikelen 371/1, 372, 373, tweede en derde lid, 375, 376, tweede en derde lid, 377, eerste, tweede, vierde en zesde lid van het Strafwetboek, kan de strafuitvoeringsrechtbank aan de toekenning van de invrijheidstelling onder toezicht de voorwaarde verbinden van het volgen van een begeleiding of behandeling bij een dienst die in de begeleiding of de behandeling van seksuele delinquenten is gespecialiseerd. De strafuitvoeringsrechtbank bepaalt de termijn gedurende dewelke de veroordeelde deze begeleiding of behandeling moet volgen.
Voorstel 3 (DOC 55 0212/001)	Uitbreiding van het toepassingsveld tot de misdrijven beoogd in artikel 373, 1^e lid, en artikel 376, 1^e lid (verkrachting of aanranding van de eerbaarheid) van het strafwetboek. <i>Het voorstel wil de verplichting opleggen om elke invrijheidstelling onder toezicht te koppelen aan begeleiding of behandeling door een dienst die gespecialiseerd is in het begeleiden of behandelen van seksuele delinquenten.</i>

In verband met artikel 376, 1^e lid, stelt het Rekenhof vast dat artikel 34^{ter} daar al in voorziet. Wat het misdrijf betreft dat vervat is in artikel 373, 1^e lid, 2, stelt het Rekenhof overigens vast

² Aanranding van de eerbaarheid gepleegd op personen of met behulp van personen van het mannelijke of vrouwelijke geslacht, met geweld, dwang, bedreiging, verrassing of list, of die mogelijk werd gemaakt door een onvolwaardigheid of een lichamelijk of geestelijk gebrek van het slachtoffer.



dat het niet wordt beoogd door artikel 34ter of 34quater van het strafwetboek, en dat het misdrijf niet het voorwerp kan zijn van een terbeschikkingstelling van de SURB. Om gevolg te geven aan dit voorstel (DOC 55 0212/11), zou het strafwetboek moeten worden gewijzigd.

4. Budgettaire impact van de wetsvoorstellen

De wetsvoorstellen beïnvloeden de uitgaven van de Staat op twee niveaus: ze slaan op de nieuwe terbeschikkingstellingen ingevolge de misdrijven waarin de artikelen 34ter en 34quater thans voorzien, en ze zullen het aantal terbeschikkingstellingen in de toekomst wellicht doen toenemen.

Enerzijds is het zo dat een uitbreiding van de maximale duur van de terbeschikkingstelling (voorstellen 1 et 3) de nieuwe terbeschikkingstellingen ingevolge de misdrijven waarin de artikelen 34ter en 34quater thans voorzien, wellicht zal verlengen. Om de budgettaire impact van de voorstellen voor dergelijke wijzigingen te ramen, werd uitgegaan van het gemiddelde aantal zaken aangaande terbeschikkingstellingen die tussen 2017 en 2019 door de SURB werden behandeld om de gemiddelde populatie ter beschikking gestelde veroordeelden op jaarbasis te ramen. De budgettaire impact van een wijziging van de maximale duur werd geraamd op de directe detentiekosten volgens de hierna toegelichte nadere berekeningsregels.

Anderzijds kan de mogelijkheid voor rechters om een terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank uit te spreken voor nieuwe soorten misdrijven (voorstellen 1, 2 en 3), nieuwe zaken genereren. Om de budgettaire impact van elk voorstel te ramen, werd volgens deze stappen te werk gegaan:

1. Raming van het aantal misdrijven die door de wetsvoorstellen worden beoogd.

De FOD Justitie heeft cijfers aangeleverd op basis van uittreksels uit het strafregister en de databases van het federale parket, teneinde het aantal nieuwe misdrijven te ramen waarvan gewag wordt gemaakt in de voorstellen.

De cijfers 2017 zijn afkomstig van een extractie van het strafregister en betreffen veroordelingen waartegen niet meer in beroep kan worden gegaan binnen de gewone termijnen. De cijfers 2018 en 2019, daarentegen, zijn afkomstig van het federale parket en betreffen terroristische misdrijven waarbij wel nog in beroep kan worden gegaan. Om die reden is enkel gebruik gemaakt van de gegevens 2017 van het centraal strafregister.

2. Raming van de directe kosten van de voorstellen

Met 'directe kosten' worden de kosten bedoeld van de detentie en van de strafuitvoeringsrechtbank. De voorstellen kunnen een impact hebben op de detentiekosten en op de werkingskosten van de SURB's omdat de terbeschikkingstelling langer zou duren en voor meer misdrijven zou worden uitgesproken.

De kosten van de detentie worden beïnvloed door de potentiële toename van de duur van de detentie en de potentiële toename van het aantal gedetineerden. Om te becijferen hoeveel een dag detentie kost per gedetineerde, werd de totale begroting van het directoraat-generaal verdeeld over de gemiddelde dagelijkse populatie in het gewone regime³. Op basis daarvan kan de kost van een dag detentie op 148,10 euro worden geraamd. Die kost op dagbasis houdt geen rekening met de vastgoedkosten ten laste van

³ Er werd gebruik gemaakt van de gegevens in het jaarverslag 2017 van het DG EPI.



de Regie der Gebouwen, noch met de investeringen in infrastructuur om de opvangcapaciteit van de gevangenen indien nodig te verhogen.

De kosten van de SURB worden beïnvloed door de toename van het aantal dossiers omdat de voorstellen bijkomende misdrijven beogen. Wat het aantal dossiers betreft, zijn de gebruikte gegevens afkomstig van de database SURTAP, die wordt gebruikt door de SURB's⁴. Er moet echter rekening worden gehouden met het feit dat een veroordeelde meermaals voor de SURB kan verschijnen voor dezelfde veroordeling. In 2018 kwam de SURB tussen in 8.934 dossiers waarvan er 398 betrekking hadden op terbeschikkingstellingen (4,45%)⁵. Volgens de ramingen beschikt de SURB jaarlijks over 6.434.000 euro aan personeels- en werkmiddelen⁶. Voor de raming werd ervan uitgegaan dat de kosten evenredig zouden stijgen met het aantal dossiers. Het gaat om een raming die geen rekening houdt met een reële schatting van de werklast, noch met de infrastructuur die nodig is om de SURB's te laten functioneren.

3. Raming van de indirecte kosten van het voorstel

Bij voorwaardelijke invrijheidstellingen spelen ook andere actoren uit de strafketen een rol om erop toe te zien dat de opgelegde voorwaarden in acht worden genomen. Het gaat dan om Justitiehuizen, of behandelingscentra of steunpunten voor seksuele delinquenten. Er werd geen budgettaire raming gemaakt voor de behandelingscentra noch voor de steunpunten. In het geval van de Justitiehuizen werd nagegaan hoeveel het aantal dossiers in de verschillende voorstellen verhoudingsgewijze stijgt ten opzichte van de opdrachten die in 2018 werden gerealiseerd. De bijzondere financieringswet voorziet inderdaad in de mogelijkheid dat de aan de Gemeenschappen toegekende federale dotatie stijgt in functie van de evolutie van het aantal opdrachten die hen worden toevertrouwd door de federale autoriteiten⁷. Als het aantal begeleidingen toeneemt, kan dat dus een impact hebben op het bedrag van de dotatie die de federale Staat aan de Gemeenschappen toekent in het raam van de uitvoering van die opdrachten.

Wat de aard van de beslissingen van de SURB's betreft, moesten verschillende scenario's in overweging worden genomen. Er zijn twee onzekere factoren die kunnen wegen op de toename van het aantal dossiers in het algemeen en van de kosten van de detentie in het bijzonder. Enerzijds zal bij misdrijven die het voorwerp *kunnen* zijn van een terbeschikkingstelling van de SURB, slechts een deel ervan effectief het voorwerp zijn van een terbeschikkingstelling. Anderzijds is het, ondanks de mogelijkheid of de verplichting voor een rechter om een terbeschikkingstelling uit te spreken, onmogelijk te voorzien welke beslissingen de SURB zal nemen wanneer de straf van de veroordeelde verstrijkt. Hetzelfde geldt voor de begeleiding die aan de justitiehuizen is toevertrouwd. Ook indien de detentie wordt gehandhaafd, kan men onmogelijk op voorhand de effectieve duur van die verlenging kennen, met uitzondering van de minimale en maximale duur waarin de wet voorziet.

Om de kosten van de detentie te ramen, werden dus verschillende scenario's in overweging genomen. Horizontaal zijn de eerste twee factoren van onzekerheid vermeld, naargelang de

⁴ Er moet worden gepreciseerd dat, wat de SURB betreft, het strikt genomen niet om zaken gaat maar om uitvoeringsmodaliteiten.

⁵ De gegevens 2019 zijn niet volledig gevalideerd maar situeren zich in dezelfde grootteorde. Er is sprake van 9.041 dossiers waarvan er 380 betrekking hebben op terbeschikkingstellingen (4,2%).

⁶ Gegevens meegedeeld door het DG Rechterlijke Organisatie van de FOD Justitie. Het bedrag werd bekomen door een raming te maken van de personeelskosten (situatie op 6 maart 2020: 13 rechters, 14 substituten en 32 assessoren) en van de werkingskosten (gemiddeld budget 2012-2018). Wat het werkingsbudget betreft, zijn er grote verschillen van jaar tot jaar.

⁷ Cf. 47/10, bijzondere financieringswet.



terbeschikkingstelling facultatief/verplicht is en naargelang beslist wordt de detentie al dan niet te verlengen. Verticaal is rekening gehouden met de onzekerheid over de duur van de verlengde detentie overeenkomstig de wet of de wijzigingen die naar voren worden geschoven in de voorstellen.

	Lage hypothese (25% van de misdrijven)	Tussenliggende hypothese (50% van de misdrijven)	Hoge hypothese (75% van de misdrijven)
Op jaarbasis			
Minimale duur			
Tussenliggende duur			
Maximale duur			

5. Kosten van de voorgestelde wijzigingen

5.1. Impact van de voorstellen op de nieuwe terbeschikkingstellingen die te wijten zijn aan misdrijven waarvoor een terbeschikkingstelling al mogelijk is

Deze raming heeft betrekking op de kosten die de langere looptijd van terbeschikkingstellingen zou inhouden bij nieuwe veroordelingen die worden uitgesproken voor de misdrijven waarin de artikelen 34ter en 34quater thans voorzien.

Tussen 2017 en 2019 behandelde de SURB gemiddeld 408 zaken in verband met terbeschikkingstellingen. Omdat één door de SURB behandelde zaak niet gelijk is aan één gedetineerde, werd de raming gemaakt op basis van hypothesen die 25, 50 of 75 % van de behandelde terbeschikkingstellingen beogen. Naargelang de hypothese in verband met de terbeschikkingstellingen varieert de geraamde huidige kost op jaarbasis tussen 5,5 en 16,5 miljoen euro. Als de totale kosten van de detentie worden beschouwd over de minimale en maximale duur, variëren de kosten tussen 27,6 en 248,1 miljoen euro.

	Lage hypothese (25% van de terbeschikking- stellingen in detentie)	Tussenliggende hypothese (50% van de terbeschikking- stellingen in detentie)	Hoge hypothese (75% van de terbeschikking- stellingen in detentie)
Op jaarbasis	€ 5.513.675,49	€ 11.027.350,97	€ 16.541.026,46
Minimale duur (5 jaar)	€ 27.568.377,43	€ 55.136.754,86	€ 82.705.132,28
Tussenliggende duur (10 jaar)	€ 55.136.754,86	€ 110.273.509,71	€ 165.410.264,57
Maximale duur (15 jaar)	€ 82.705.132,28	€ 165.410.264,57	€ 248.115.396,85

5.1.1. Voorstel 1 (DOC 55 0768/001)

In dit voorstel wordt de maximale duur van de terbeschikkingstelling op 30 jaar gebracht. De volgende tabel schetst de bijkomende detentiekosten die gepaard gaan met een verlenging van de duur van de terbeschikkingstelling met 5, 10 en 15 jaar extra.



	Lage hypothese (25% van de terbeschikking- stellingen in detentie)	Tussenliggende hypothese (50% van de terbeschikking- stellingen in detentie)	Hoge hypothese (75% van de terbeschikking- stellingen in detentie)
+ 5 jaar (20 jaar in totaal)	€ 27.568.377,43	€ 55.136.754,86	€ 82.705.132,28
+ 10 jaar (25 jaar in totaal)	€ 55.136.754,86	€ 110.273.509,71	€ 165.410.264,57
+ 15 jaar (30 jaar in totaal)	€ 82.705.132,28	€ 165.410.264,57	€ 248.115.396,85

5.1.2. Voorstel 3 (DOC 55 0212/001)

In dit voorstel wordt de maximale duur van de terbeschikkingstelling op 20 jaar gebracht. De volgende tabel schetst de bijkomende detentiekosten die gepaard gaan met een verlenging van de duur van de terbeschikkingstelling met 5 jaar extra.

	Lage hypothese (25% van de terbeschikking- stellingen in detentie)	Tussenliggende hypothese (50% van de terbeschikking- stellingen in detentie)	Hoge hypothese (75% van de terbeschikking- stellingen in detentie)
+ 5 jaar (20 jaar in totaal)	€ 27.568.377,43	€ 55.136.754,86	€ 82.705.132,28

5.2. Impact van de voorstellen op de nieuwe terbeschikkingstellingen voor nieuwe soorten misdrijven

5.2.1. Voorstel 1 (DOC 55 0768/001)

1. Raming van het aantal misdrijven die door het wetsvoorstel worden beoogd

In het wetsvoorstel voorziene uitbreiding van de misdrijven van artikel 34ter	Aantal misdrijven (2017)
Titel I ter	61
Art. 371/1, 2 ^e en 3 ^e lid	Niet beschikbaar
Art. 372	98
Art. 373	350
Art. 375	325
Art. 376	(113 ⁸)
Art. 377	(213 ⁹)
Totaal	834
Stijging in vergelijking met het gemiddelde aantal terbeschikkingstellingen van de SURB 2017-2019	204,41%
Stijging in vergelijking met het gemiddelde van alle zaken van de SURB van 2017 tot 2019	9,02%

2. Raming van de directe kosten van het voorstel

⁸ Reeds meegeteld in de artikelen 372, 373 en 375.

⁹ Reeds meegeteld in de artikelen 372, 373 en 375.



- Kosten van de detentie

In het geval van het eerste voorstel is de terbeschikkingstelling verplicht voor alle misdrijven die hier al werden vermeld, vermits de feitenrechter de terbeschikkingstelling moet uitspreken. Op het moment dat de straf verstrijkt, blijft er onzekerheid over de beslissing van de SURB om de terbeschikkingstelling al dan niet ten uitvoer te brengen. In functie van de hypothese betreffende de misdrijven, zouden de jaarlijkse kosten van de nieuwe detenties volgens de raming 11,3 à 33,8 miljoen euro belopen. Uitgaand van de totale detentiekosten voor de in het wetsvoorstel voorziene minimale en de maximale duur, zouden de kosten van de nieuwe detenties variëren tussen 56,4 en 1.014,4 miljoen euro.

	Lage hypothese (25% van de misdrijven)	Tussentijdse hypothese (50% van de misdrijven)	Hoge hypothese (75% van de misdrijven)
Op jaarbasis	€ 11.270.601,36	€ 22.541.202,72	€ 33.811.804,08
Minimale duur (5 jaar)	€ 56.353.006,80	€ 112.706.013,60	€ 169.059.020,40
Tussentijdse duur (15 jaar)	€ 169.059.020,40	€ 338.118.040,81	€ 507.177.061,21
Maximale duur (30 jaar)	€ 338.118.040,81	€ 676.236.081,62	€ 1.014.354.122,43

Die raming mag echter niet als een totaalkost worden gezien. De kosten van de nieuwe terbeschikkingstellingen, jaar per jaar in detentie, komen immers bovenop de kosten van de terbeschikkingstellingen die de voorgaande jaren werden uitgevoerd en die nog lopen. Afhankelijk van hoelang de detentie wordt gehandhaafd en totdat die eindigt, heeft dat cumulatieve effect dus ook een impact op de uitgaven van de jaren nadien. Het effect hangt af van vele variabelen en kan moeilijk in rekening worden gebracht in de ramingen, maar het is van dien aard dat het zwaar kan wegen op de totale detentiekosten.

- Kosten i.v.m. de SURB

Wat de toename betreft van het aantal zaken die bij de SURB terechtkomen, is het zo dat alle nieuwe misdrijven het voorwerp zullen zijn van een nieuw dossier, gelet op de verplichting waarin het voorstel voorziet om een terbeschikkingstelling te koppelen aan de veroordeling. Bij de berekening werd er dus van uitgegaan dat 100% van de misdrijven die resulteren in een veroordeling, automatisch gekoppeld worden aan een terbeschikkingstelling van de SURB. In theorie kan 100% van de veroordeelden dus ter beschikking worden gesteld op het einde van hun straf. In de veronderstelling dat de middelen evenredig stijgen met de toename van het aantal dossiers, zou het voorstel kosten genereren die op jaarbasis variëren van 150.162 (voor 25 % van de gedetineerden), over 450.486 (voor 75 % van de gedetineerden), tot 600.648 euro (voor 100 % van de gedetineerden).

	100% van de misdrijven
Nieuwe terbeschikkingstellingen	834
Stijging in vergelijking met het totale aantal terbeschikkingstellingen van de SURB	209,55%
Stijging in vergelijking met alle zaken van de SURB	9,34%
Op jaarbasis	€ 600.648,28



3. Raming van de indirecte kosten van het voorstel

Potentiële toename van de opdrachten die aan de justitiehuisen worden toevertrouwd:

	Lage hypothese (25% van de opdrachten)	Tussenliggende hypothese (50% van de opdrachten)	Hoge hypothese (75% van de opdrachten)
Nieuwe zaken	208,5	417	625,5
Stijging in vergelijking met het aantal opdrachten van de justitiehuisen voor 2018 ¹⁰	0,31%	0,63%	0,94%

5.2.2. Voorstel 2 (DOC 55 0777/001)

1. Raming van het aantal misdrijven die door het voorstel worden beoogd

Door het wetsvoorstel voorziene uitbreiding van de misdrijven van artikel 34quater	Aantal misdrijven (2019) ¹¹
Art. 137, als het misdrijf niet de dood tot gevolg had	Niet beschikbaar
Art. 140	60
Art. 140bis	5
Art. 140ter	2
Art. 140quater	0
Art. 140quinquies	2
Art. 140sexies	6
art. 141	0
Niet gepreciseerd misdrijf	1
Totaal	76
Stijging in vergelijking met het gemiddelde aantal terbeschikkingstellingen van de SURB 2017-2019	18,63%
Stijging in vergelijking met het gemiddelde van alle zaken van de SURB van 2017 tot 2019	0,82%

2. Raming van de directe kosten van het voorstel

- Kosten van de detentie

In het geval van dit tweede voorstel is de terbeschikkingstelling facultatief voor alle misdrijven die hier al werden vermeld, vermits de feitenrechter niet verplicht is een terbeschikkingstelling uit te spreken. Op het moment dat de straf verstrikt, blijft er onzekerheid over de beslissing van de SURB om de terbeschikkingstelling al dan niet ten uitvoer te brengen. In functie van de hypothese betreffende de misdrijven, zouden de jaarlijkse kosten van de nieuwe detenties volgens de raming 1 à 3,1 miljoen euro belopen. Uitgaand van de totale detentiekosten voor de in het wetsvoorstel voorziene minimale en de maximale duur, zouden de kosten van de nieuwe detenties variëren tussen 5,1 en 46,2 miljoen euro.

¹⁰ Het meest recente jaar waarvoor de cijfers definitief zijn.

¹¹ De gegevens van 2017 zijn onvolledig omdat ze veroordelingen omvatten waartegen niet in beroep kan worden gegaan. Ze konden bijgevolg niet worden gebruikt.



11

	Lage hypothese (25% van de misdrijven)	Tussenliggende hypothese (50% van de misdrijven)	Hoge hypothese (75% van de misdrijven)
Op jaarbasis	€ 1.027.057,20	€ 2.054.114,40	€ 3.081.171,59
Minimale duur (5 jaar)	€ 5.135.285,99	€ 10.270.571,98	€ 15.405.857,97
Tussenliggende duur (10 jaar)	€ 10.270.571,98	€ 20.541.143,97	€ 30.811.715,95
Maximale duur (15 jaar)	€ 15.405.857,97	€ 30.811.715,95	€ 46.217.573,92

Die raming mag echter niet als een totaalkost worden gezien. De kosten van de nieuwe terbeschikkingstellingen, jaar per jaar in detentie, komen immers bovenop de kosten van de terbeschikkingstellingen die de voorgaande jaren werden uitgevoerd en die nog lopen. Afhankelijk van hoelang de detentie wordt gehandhaafd en totdat die eindigt, heeft dat cumulatieve effect dus ook een impact op de uitgaven van de jaren nadien. Het effect hangt af van vele variabelen en kan moeilijk in rekening worden gebracht in de ramingen, maar het is van dien aard dat het zwaar kan wegen op de totale detentiekosten.

- Kosten i.v.m. de SURB

Wat de toename betreft van het aantal zaken waarvoor de SURB bevoegd is, is het zo dat verschillende scenario's mogelijk zijn gelet op het feit dat het voorstel facultatief de mogelijkheid biedt om een terbeschikkingstelling te koppelen aan een veroordeling. In de veronderstelling dat de middelen evenredig stijgen met de toename van het aantal dossiers, zou het voorstel kosten genereren die op jaarbasis variëren tussen 13.683 en 41.051 euro.

	Lage hypothese (25% van de misdrijven)	Tussenliggende hypothese (50% van de misdrijven)	Hoge hypothese (75% van de misdrijven)
Nieuwe terbeschikkingstellingen	19	38	57
Stijging in vergelijking met het totale aantal terbeschikkingstellingen van de SURB	4,77%	9,55%	14,32%
Stijging in vergelijking met alle dossiers van de SURB	0,21%	0,43%	0,64%
Op jaarbasis	€ 13.683,83	€ 27.367,67	€ 41.051,50

3. Raming van de indirecte kosten van het voorstel

Potentiële toename van de opdrachten die aan de justitiehuizen worden toevertrouwd:

	Lage hypothese (25% van de opdrachten)	Tussenliggende hypothese (50% van de opdrachten)	Hoge hypothese (75% van de opdrachten)
Nieuwe begeleidingen	19	38	57
Stijging in vergelijking met het aantal opdrachten van de justitiehuizen voor 2018	0,03%	0,06%	0,09%



5.2.3. Voorstel 3 (DOC 55 0212/001)

Het voorstel beoogt het eerste lid van de artikelen 373 en 376. De beschikbare gegevens laten niet toe dat niveau van precisie te bereiken en beletten bijgevolg een relevante en realistische raming te maken van de kosten van de nieuwe terbeschikkingstellingen die verband houden met dit voorstel.

6. Budgettaire impact: samenvatting van de voorstellen en beperkingen

Op jaarbasis zijn dit de kosten van de voorstellen:

- **de totale kosten van voorstel 1 variëren tussen 17,4 en 51 miljoen euro.** Vanuit het oogpunt van de detentiekosten komt dat neer op een stijging met 2 tot 9% van het budget van het DG EPI. Vanuit het oogpunt van de kosten i.v.m. de SURB komt dat neer op een stijging met 9,34% van de jaarlijkse kosten van de SURB¹²;
- **de totale kosten van voorstel 2 variëren tussen 1 en 3,1 miljoen euro.** Vanuit het oogpunt van de detentiekosten komt dat neer op een stijging met 0,2 tot 0,5% van het budget van het DG EPI. Vanuit het oogpunt van de kosten i.v.m. de SURB komt dat neer op een stijging tussen 0,2 en 0,6% van de jaarlijkse kosten van de SURB;
- **de totale kosten van voorstel 3 variëren tussen 5,5 en 16,5 miljoen euro.** Vanuit het oogpunt van de detentiekosten komt dat neer op een stijging met 1 tot 3% van het budget van het DG EPI.

De volgende tabel geeft een overzicht van de kosten van de verschillende voorstellen alsook een meerjarige benadering ervan:

¹² Zie voetnoot 6.

	Voorstel 1		Voorstel 2		Voorstel 3	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Impact van de voorstellen op de nieuwe terbeschikkingstellingen die te wijten zijn aan misdrijven waarin de artikelen 34ter en 34quater al voorzien						
Directe kosten (op jaarbasis)	5.513.675 €	16.541.026 €	z.vw. ¹³	z.vw.	5.513.675 €	16.541.026 €
Directe kosten (over meerdere jaren)	27.568.377 €	248.115.397 €	z.vw.	z.vw.	27.568.377 €	82.705.132 €
Impact van de voorstellen op de nieuwe terbeschikkingstellingen voor de misdrijven die werden toegevoegd aan de artikelen 34ter en 34quater						
Aantal nieuwe terbeschikkingstellingen per jaar	834		76		n.b. ¹⁴	
Directe kosten (op jaarbasis)	11.871.250 €	34.412.452 €	1.040.741 €	3.122.223 €	n.b.	n.b.
Directe kosten (over meerdere jaren)	56.953.655 €	1.014.954.771 €	5.148.970 €	46.258.625 €	n.b.	n.b.
Indirecte kosten (toename van het aantal begeleidingen)	0,31%	0,94%	0,03%	0,09%	n.b.	
Totale impact van de voorstellen voor de nieuwe terbeschikkingstellingen						
Directe kosten (op jaarbasis)	17.384.925 €	50.953.479 €	1.040.741 €	3.122.223 €	5.513.675 €	16.541.026 €

Het Rekenhof benadrukt dat die bedragen uiterst omzichtig moeten worden gelezen, gezien de beschikbare gegevens en de onvermijdelijke bronnen van onzekerheid omtrent beslissingen tot terbeschikkingstelling.

Bepaalde factoren introduceren elementen in de raming waarvan de kosten te hoog kunnen zijn geraamd:

- de gegevens i.v.m. de door de SURB behandelde terbeschikkingstellingen werden gebruikt om de impact te ramen van de langere duur op detenties ingevolge

¹³ Zonder voorwerp, omdat het voorstel niet raakt aan de duur van de detentie.

¹⁴ Gegevens niet beschikbaar.



misdrijven waarvoor een terbeschikkingstelling al mogelijk is. In realiteit ligt het aantal betrokken gedetineerden minder hoog dan dat van de door de SURB behandelde terbeschikkingstellingen;

- de stijging van de kosten i.v.m. de SURB werd berekend in verhouding tot de stijging van het aantal zaken. Volgens de analyses waarmee de hoven en rechtbanken van start zijn gegaan om de werklast te meten, zou die stijging geringer zijn;
- in het specifieke geval van het derde voorstel laten de gegevens niet toe het accent te leggen op de alinea's van de artikelen die door de voorgestelde wijzigingen worden gedekt.

Andere factoren introduceren elementen in de raming waarvan de kosten te laag kunnen zijn geraamd:

- de evaluatie van de detentiekosten over meerdere jaren houdt geen rekening met het cumulatieve effect dat gepaard gaat met de nieuwe terbeschikkingstellingen van de SURB. De kosten van de nieuwe, in detentie uitgevoerde terbeschikkingstellingen heeft niet enkel tijdens het desbetreffende jaar een impact op de overheidsuitgaven. De impact laat zich afhankelijk van hoelang de detentie wordt gehandhaafd en totdat die eindigt, ook voelen in de uitgaven van de jaren nadien;
- de raming van de indirecte kosten beperkte zich tot de toename van het aantal begeleidingen die de justitiehuisen ten laste zullen moeten nemen. In werkelijkheid zal die toename wellicht de federale dotatie aan de Gemeenschappen doen stijgen, aangezien die dotatie volgens bepaalde omstandigheden mee kan evolueren met het aantal opdrachten;
- voor misdrijven met betrekking tot feiten van seksuele delinquentie moet ook rekening worden gehouden met de bijkomende kosten die de steunpunten en de behandelingscentra ten laste nemen;
- de vastgoedkosten ten laste van de Regie der Gebouwen zijn niet meegerekend, net zomin als de investeringen in infrastructuur om zo nodig de opvangcapaciteit van de gevangenen op te trekken.